

Questions orales

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous tenons beaucoup à favoriser l'exportation d'œufs canadiens, et nous avons fait des démarches auprès d'un certain nombre de pays, en particulier des pays du Moyen-Orient, en vue d'aider l'Office de commercialisation des œufs à résorber ou à diminuer son excédent.

M. Beatty: Vous y avez consacré une partie de ces 10 millions de dollars?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège. J'ignore de quel ministre le député voulait parler lorsqu'il a mentionné le «ministre de l'Agriculture», mais si c'est de moi qu'il s'agissait, j'affirme catégoriquement que je n'ai jamais fait une telle déclaration et que je me moque de savoir dans quel journal elle a paru.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES**L'ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DANS LES MINES DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON—DEMANDE DE RAPPORT**

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail à propos de la commission d'enquête constituée il y a deux mois pour étudier les conditions de sécurité dans les mines qu'exploite la Société de développement du Cap-Breton. Étant donné le temps qui s'est déjà écoulé, le ministre peut-il nous dire dans combien de temps nous pouvons nous attendre à avoir un rapport provisoire ou définitif?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je ne puis répondre dans l'immédiat, mais je vais le vérifier. Je pense que cela prendra encore un certain temps.

* * *

LES PÊCHES**LA DEMANDE D'AIDE DE LA C.-B. POUR LE PROGRAMME DE REPEUPLEMENT DES RIVIÈRES À SAUMON**

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au solliciteur général, mais je vois qu'il s'est sauvé. Je l'adresserai donc au ministre d'État responsable des Pêches. Le ministre a-t-il reçu une demande d'aide du gouvernement de Colombie-Britannique à l'égard du programme de repeuplement des rivières à saumon et, dans l'affirmative, a-t-il déjà répondu à cette requête?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre d'État (Pêches)): Monsieur l'Orateur, au cours des discussions fort utiles que nous avons eues en octobre dernier avec le ministre responsable des pêches en Colombie-Britannique, nous avons étudié tous les problèmes reliés à cette question. Nous avons étudié non seulement les problèmes d'ordre financier, mais ceux de l'allocation des ressources pour protéger les lieux de frai dans les rivières, etc. Nous travaillons en collaboration étroite avec la Colombie-Britannique au niveau officiel à la préparation d'un mémoire que nous enverrons en temps voulu. De tous les program-

[M. Beatty.]

mes suggérés par mon prédécesseur, c'est l'un de ceux que je trouve les plus originaux et les plus remarquables.

M. Reynolds: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il nous dire à qui il va adresser ce mémoire? Est-ce au gouvernement provincial ou va-t-il le soumettre à l'approbation du cabinet fédéral?

M. LeBlanc (Westmorland-Kent): Monsieur l'Orateur, les fonctionnaires de mon ministère travaillent en collaboration constante avec les fonctionnaires provinciaux. Il y a aussi des entretiens entre les ministres.

* * *

● (1300)

LA FONCTION PUBLIQUE**L'OPPORTUNITÉ DE NÉGOCIATIONS PAR SECTEUR POUR LA PRÉVENTION DES DIFFÉRENDS SALARIAUX**

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor et fait suite à ma motion d'hier concernant la fragmentation du pouvoir au sein des secteurs publics. Étant donné le nombre croissant de débrayages et de grèves dans certains secteurs publics essentiels de notre économie, dont l'une se déroule actuellement, le ministre peut-il dire à la Chambre si son ministère ou un autre ministère a envisagé la possibilité de négociations par secteur et, si non, serait-il prêt à considérer cette forme de négociation comme une solution à certains problèmes qui se posent dans les services essentiels du pays?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, l'honorable député devrait savoir que présentement un comité de la Chambre et du Sénat étudie le rapport de M. Finkelman sur ce sujet. S'il a des vues particulières à ce sujet, il pourrait faire des instances auprès de ce comité. Évidemment, un projet de loi à ce sujet sera présenté à la Chambre après que le comité aura fait rapport au cabinet.

[Traduction]

M. Jelinek: Le ministre peut-il alors nous expliquer ce qui est arrivé au mémoire ébruité de la recommandation soumise au cabinet par le ministre du Travail au sujet des relations de travail au Canada qui traitait en partie du problème de la fragmentation au sein du secteur public de notre économie, comme j'en ai parlé dans la motion hier, et ainsi que je l'ai signalé par le passé?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, je ne suis pas très préoccupé par ce qui peut être écrit à l'extérieur de la Chambre ou par certains commentaires qui peuvent être faits à ce moment-ci. La Chambre a la possibilité de faire la revue de la situation. Si l'honorable député a des vues bien précises à ce sujet, il devrait en informer le comité.

* * *

[Traduction]

LA MAIN-D'ŒUVRE**LA QUESTION DU PLACEMENT DES CHÔMEURS NON INSCRITS À UN CENTRE D'EMBAUCHE**

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immi-